

Depuis dix ans, l'Allemagne s'augmente chaque année de près d'un million d'habitants, c'est-à-dire de presque vingt fois plus que nous. Elle a dépassé le soixante et unième million. A la fin de 1907, elle dépassera ou atteindra presque le soixante-deuxième. Encore douze à quinze ans et, au train où vont les phénomènes démographiques en Europe, la France, d'égale superficie à l'Allemagne, comptera péniblement 40 millions d'habitants et l'Allemagne largement 80.

Rien n'indique qu'alors l'Allemagne ne prétende pacifiquement régler, en se donnant des airs magnanimes, certains différends qu'elle recule de régler belliqueusement aujourd'hui et n'exige pour cela, vers 1920, d'être représentée dans les Conférences internationales de l'avenir (les La Haye, les Algésiras ou autres champs de bataille pacifiques de nos enfants) proportionnellement à sa population et à la superficie de son territoire. Rien ne dit que cette prétention ne serait pas appuyée par les autres nations prolifiques. La France, battue sans combattre, connaîtrait alors un Sedan pacifique auprès duquel l'autre n'aurait été qu'une faible escarmouche, une passe d'armes.

\*\*\*

En 1901 la légère augmentation de la population française ne s'était produite que dans vingt-cinq départements. Cette fois, en 1906, elle s'est produite dans trente-deux départements et le document officiel entonne un chant de victoire comme si tous les Piot, les Bertillon, les Roger Debury, les Charles Duffart et autres Jérémies de la dépopulation n'avaient plus rien à réclamer!

Mais ce petit accroissement quinquennal n'est dû généralement qu'à l'appoint étranger, et ce, contrairement à ce que croit constater le document officiel dans ses commentaires. En réalité, où il n'y a pas dépopulation, il y a stagnation. L'augmentation n'a été sensible, et combien peu, que dans la Seine (176,688 h.), le Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Nord. Ailleurs elle a été infime. Quant à la diminution, elle a été générale, régulière et sensible dans tous les départements qui se sont caractérisés par une décroissance de natalité depuis trente-cinq ans, mais elle est surtout accentuée dans l'Orne (diminution de 10,959 h.), le Lot (10,109 h.), la Nièvre (9,811 h.), le Puy-de-Dôme (8,775 h.), la Mayenne (7,646 h.), le Gers (7,360 h.), Saône-et-Loire (6,983 h.), le Calvados (6,747 h.), l'Ardèche (6,424 h.), l'Hérault (6,642 h.), la Haute-Garonne (6,416 h.), l'Isère (6,378 h.), les Hautes-Pyrénées (6,149 h.).

Parmi les départements en augmentation, un certain nombre comme la Charente, la Charente-Inférieure, les Jôtes-du-Nord, l'Indre, l'Indre-et-Loire, la Haute-Loire, les Landes, la Marne, Seine-et-Marne, la Vendée qui étaient en diminution en 1901, ne se sont accrus ensemble que de 17,374 habitants, soit d'un demi pour cent ou de 1 habitant sur 200. Cela ne constitue pas un indice de relèvement réel de la population, mais une simple fluctuation avantageuse, sans aucune valeur historique.

D'autres, comme les Ardennes, les Alpes-Maritimes, à peine accrus d'un peu plus d'un ou deux milliers d'habitants ne doivent ce mouvement qu'à une plus grande immigration étrangère; les Ardennes, notamment, en augmentation de 1,916 habitant sur 1901 et qui comptent 21,401 étrangers, sont dans ce cas.

\*\*\*

On a accusé, tour à tour, la trop faible nuptialité, les unions libres, la mortalité infantile, l'exode des ruraux, l'alcoolisme, la syphilis, la tuberculose d'être les causes de la dépopulation de la France.

Je crois avoir fait justice, dans mon étude sur le *Matthusalemisme en*

les n'empêchent pas les populations allemandes, anglaises, belges, italiennes, autrichiennes de s'accroître. C'est que ces populations ne sont pas encore atteintes d'un mal qui, dans le monde, a les apparences d'être surtout français: la restriction volontaire ou malthusianisme.

C'est bien volontairement, en effet, que la natalité décroît chez nous et uniquement parce que le malthusianisme est bien porté.

Loin de mépriser ou d'accabler de charges fiscales et d'entraves dans le fonctionnarisme, comme elles le mériteraient, les familles malthusiennes de France, on les envie, on les donne en exemple, on cherche à les imiter. Les livres, les revues, les journaux ridiculisent les nombreuses familles avec des « eh! eh! » pleins de sous-entendus. Ailleurs, la restriction volontaire est avouée cyniquement et conseillée ouvertement par des publicistes médecins décorés; les bonnes places, les emplois supérieurs, l'avancement sont pour les pères de fils uniques ou les célibataires. Quand un rapport officiel, comme celui que j'ai cité plus haut fait, — sous la signature de l'honorable M. Clemenceau, — le silence de Conrart sur la seule vraie cause de la dépopulation de la France, sur celle qui prive notre pays de 500,000 naissances par an, on comprend que ceux qui préparent des réformes fiscales de la gravité et de l'importance de celle qui fait l'objet du projet d'impôt sur le revenu tiennent à considérer les pères de fils uniques comme des prévoyants malins qu'il faut encourager et ceux qui s'imposent des charges familiales, au contraire, comme des imbéciles qu'il faut punir en leur laissant, après comme devant, tout le poids de l'impôt.

\*\*\*

Nous restons en arrière chaque année de près d'un million d'habitants sur notre voisine l'Allemagne qui, en nous devançant par le nombre, agit comme si elle s'annexait une autre de nos provinces tous les deux ou trois ans. Contrairement à ce qu'en dit le document officiel plus haut cité, nous serions en diminution sans l'appoint des étrangers immigrants.

Leur nombre est de 1,009,415 en 1906. Comme il était de 1,276,296 en 1901 et de 1,051,907 en 1896, notre gouvernement triomphe. Triomphe facile: la loi du 26 juin 1889 a imposé la qualité de français à des catégories d'étrangers qui, autrefois, résidaient en France, parfois depuis plusieurs générations, sans supporter la charge du service militaire, mais qui, devenus Français, ont été remplacés par d'autres qui ont augmenté la population des Alpes-Maritimes, où on entrouve 93,554, des Ardennes, des Bouches-du-Rhône, de Meurthe-et-Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine, du Var, etc.

Ce sont des choses qu'on ne dit pas assez, surtout dans les milieux économiques et coloniaux. Vulgarisées elles rendraient peut-être moins critique fiscalement la situation de ceux qui, osant se créer une famille, s'imposent de lourdes charges pour l'élever et font des soldats pour la défense et la sauvegarde de ceux qui n'ayant pas d'enfants, se moquent de ceux qui ont le courage d'en avoir.

CHARLES DUFFART.

Depuis dix ans, l'Allemagne s'augmente chaque année de près d'un million d'habitants, c'est-à-dire de presque vingt fois plus que nous. Elle a dépassé le soixante et unième million. A la fin de 1907, elle dépassera ou atteindra presque le soixante-deuxième. Encore douze à quinze ans et, au train où vont les phénomènes démographiques en Europe, la France, d'égale superficie à l'Allemagne, comptera péniblement 40 millions d'habitants et l'Allemagne largement 80.

Rien n'indique qu'alors l'Allemagne ne prétende pacifiquement régler, en se donnant des airs magnanimes, certains différends qu'elle recule de régler belliqueusement aujourd'hui et n'exige pour cela, vers 1920, d'être représentée dans les Conférences internationales de l'avenir (les La Haye, les Algésiras ou autres champs de bataille pacifiques de nos enfants) proportionnellement à sa population et à la superficie de son territoire. Rien ne dit que cette prétention ne serait pas appuyée par les autres nations prolifiques. La France, battue sans combattre, connaîtrait alors un Sedan pacifique auprès duquel l'autre n'aurait été qu'une faible escarmouche, une passe d'armes.

\*\*\*

En 1901 la légère augmentation de la population française ne s'était produite que dans vingt-cinq départements. Cette fois, en 1906, elle s'est produite dans trente-deux départements et le document officiel entonne un chant de victoire comme si tous les Piot, les Bertillon, les Roger Debury, les Charles Duffart et autres Jérémies de la dépopulation n'avaient plus rien à réclamer !

Mais ce petit accroissement quinquennal n'est dû généralement qu'à l'appoint étranger, et ce, contrairement à ce que croit constater le document officiel dans ses commentaires. En réalité, où il n'y a pas dépopulation, il y a stagnation. L'augmentation n'a été sensible, et combien peu, que dans la Seine (176,688 h.), le Pas-de-Calais, Seine-et-Oise, les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône et le Nord. Ailleurs elle a été infime. Quant à la diminution, elle a été générale, régulière et sensible dans tous les départements qui se sont caractérisés par une décroissance de natalité depuis trente-cinq ans, mais elle est surtout accentuée dans l'Orne (diminution de 10,959 h.), le Lot (10,109 h.), la Nièvre (9,811 h.), le Puy-de-Dôme (8,775 h.), la Mayenne (7,646 h.), le Gers (7,360 h.), Saône-et-Loire (6,983 h.), le Calvados (6,747 h.), l'Ardeche (6,424 h.), l'Hérault (6,642 h.), la Haute-Garonne (6,416 h.), l'Isère (6,378 h.), les Hautes-Pyrénées (6,149 h.).

Parmi les départements en augmentation, un certain nombre comme la Charente, la Charente-Inférieure, les Jôtes-du Nord, l'Indre, l'Indre-et-Loire, la Haute-Loire, les Landes, la Marne, Seine-et-Marne, la Vendée qui étaient en diminution en 1901, ne se sont accrus ensemble que de 17,374 habitants, soit d'un demi pour cent ou de 1 habitant sur 200. Cela ne constitue pas un indice de relèvement réel de la population, mais une simple fluctuation avantageuse, sans aucune valeur historique.

D'autres, comme les Ardennes, les Alpes-Maritimes, à peine accrus d'un peu plus d'un ou deux milliers d'habitants ne doivent ce mouvement qu'à une plus grande immigration étrangère ; les Ardennes, notamment, en augmentation de 1,916 habitant sur 1901 et qui comptent 21,401 étrangers, sont dans ce cas.

\*\*\*

On a accusé, tour à tour, la trop faible nuptialité, les unions libres, la mortalité infantile, l'exode des ruraux, l'alcoolisme, la syphilis, la tuberculose d'être les causes de la dépopulation de la France.

Je crois avoir fait justice, dans mon étude sur le *Malthusianisme en*

les n'empêchent pas les populations allemandes, anglaises, belges, italiennes, autrichiennes de s'accroître. C'est que ces populations ne sont pas encore atteintes d'un mal qui, dans le monde, a les apparences d'être surtout français : la restriction volontaire ou malthusianisme.

C'est bien volontairement, en effet, que la natalité décroît chez nous et uniquement parce que le malthusianisme est bien porté.

Loin de mépriser ou d'accabler de charges fiscales et d'entraves dans le fonctionnarisme, comme elles le mériteraient, les familles malthusiennes de France, on les envie, on les donne en exemple, on cherche à les imiter. Les livres, les revues, les journaux ridiculisent les nombreuses familles avec des « eh ! eh ! » pleins de sous-entendus. Ailleurs, la restriction volontaire est avouée cyniquement et conseillée ouvertement par des publicistes médecins décorés ; les bonnes places, les emplois supérieurs, l'avancement sont pour les pères de fils uniques ou les célibataires. Quand un rapport officiel, comme celui que j'ai cité plus haut fait, — sous la signature de l'honorable M. Clemenceau, — le silence de Conrart sur la seule vraie cause de la dépopulation de la France, sur celle qui prive notre pays de 500,000 naissances par an, on comprend que ceux qui préparent des réformes fiscales de la gravité et de l'importance de celle qui fait l'objet du projet d'impôt sur le revenu tiennent à considérer les pères de fils uniques comme des prévoyants malins qu'il faut encourager et ceux qui s'imposent des charges familiales, au contraire, comme des imbéciles qu'il faut punir en leur laissant, après comme devant, tout le poids de l'impôt.

\*\*\*

Nous restons en arrière chaque année de près d'un million d'habitants sur notre voisine l'Allemagne qui, en nous devançant par le nombre, agit comme si elle s'annexait une autre de nos provinces tous les deux ou trois ans. Contrairement à ce qu'en dit le document officiel plus haut cité, nous serions en diminution sans l'appoint des étrangers immigrants.

Leur nombre est de 1,009,415 en 1906. Comme il était de 1,276,296 en 1901 et de 1,051,907 en 1896, notre gouvernement triomphe. Triomphe facile : la loi du 26 juin 1889 a imposé la qualité de français à des catégories d'étrangers qui, autrefois, résidaient en France, parfois depuis plusieurs générations, sans supporter la charge du service militaire, mais qui, devenus Français, ont été remplacés par d'autres qui ont augmenté la population des Alpes-Maritimes, où on entrouve 93,554, des Ardennes, des Bouches-du-Rhône, de Meurthe-et-Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine, du Var, etc.

Ce sont des choses qu'on ne dit pas assez, surtout dans les milieux économiques et coloniaux. Vulgarisées elles rendraient peut-être moins critique fiscalement la situation de ceux qui, osant se créer une famille, s'imposent de lourdes charges pour l'élever et font des soldats pour la défense et la sauvegarde de ceux qui n'ayant pas d'enfants se moquent de ceux qui ont le courage d'en avoir.

CHARLES DUFFART.

## Dépopulation

Nous savons, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1907, que la population française a dépassé le trente-neuvième million en 1906 et qu'elle est arrivée au chiffre de *39 millions 252,267 habitants*, en augmentation sur 1901 de 290,322 habitants, soit un accroissement moyen de 58,000 habitants par an.

Ce faible résultat nous montre, à côté de notre trop évidente stagnation, le danger de l'augmentation numérique formidable de tous nos voisins ou, pour mieux dire, de tout le reste du monde civilisé, mais surtout de l'Allemagne. Si une sage organisation civilisatrice internationale, conseillée avec tant de prudence par M. d'Estournelles de Constant, ne diminue pas les risques de conflits en Europe et ne tend pas à les rendre impossibles, c'en est fait de la prépondérance et de la sécurité de la France.

ans, mais elle est surtout accentuée dans l'Orne (diminution de 10,959 h.), le Lot (10,109 h.), la Nièvre (9,811 h.), le Puy-de-Dôme (8,775 h.), la Mayenne (7,646 h.), le Gers (7,360 h.), Saône-et-Loire (6,983 h.), le Calvados (6,747 h.), l'Ardèche (6,424 h.), l'Hérault (6,642 h.), la Haute-Garonne (6,416 h.), l'Isère (6,378 h.), les Hautes-Pyrénées (6,149 h.).

Parmi les départements en augmentation, un certain nombre comme la Charente, la Charente-Inférieure, les Jôtes-du Nord, l'Indre, l'Indre-et-Loire, la Haute-Loire, les Landes, la Marne, Seine-et-Marne, la Vendée qui étaient en diminution en 1901, ne se sont accrus ensemble que de 17,374 habitants, soit d'un demi pour cent ou de 1 habitant sur 200. Cela ne constitue pas un indice de relèvement réel de la population, mais une simple fluctuation avantageuse, sans aucune valeur historique.

D'autres, comme les Ardennes, les Alpes-Maritimes, à peine accrus d'un peu plus d'un ou deux milliers d'habitants ne doivent ce mouvement qu'à une plus grande immigration étrangère; les Ardennes, notamment, en augmentation de 1,916 habitant sur 1901 et qui comptent 21,401 étrangers, sont dans ce cas.

\*\*\*

On a accusé, tour à tour, la trop faible nuptialité, les unions libres, la mortalité infantile, l'exode des ruraux, l'alcoolisme, la syphilis, la tuberculose d'être les causes de la dépopulation de la France.

Je crois avoir fait justice, dans mon étude sur le *Malthusianisme en France* (1), de quelques-uns de ces griefs, invoqués par des Malthusiens ou des réacteurs, qui fermaient les yeux sur la seule cause, et ramené les autres à leurs justes proportions.

Sans entrer dans les détails, je puis dire qu'en ce qui concerne la *nuptialité*, si les gens mariables se marient un peu moins qu'il y a cinquante ans, ceux qui se marient sont plus jeunes. Ces deux faits ressortent des statistiques. En tout cas, la valeur nuptiale étant supérieure aujourd'hui avec des époux plus jeunes, il devrait y avoir compensation. Or, ils n'ont que peu ou plus du tout d'enfants.

La *mortalité infantile*, que les médecins surtout ont accusée d'être la principale cause de la dépopulation, quand elle n'en est que l'accessoire, malgré qu'elle frappe 65 0/0 environ des enfants illégitimes, n'est pas plus exagérée en France que dans les autres pays en pleine progression numérique, sauf en Angleterre et en Suède où elle est moindre. La mortalité infantile a baissé dans nos villes. Elle fait disparaître cependant chaque année, de la naissance à cinq ans, 100,000 enfants de la France rurale et plus de 60,000 de la France urbaine, dont 15,000 environ dans le seul département de la Seine.

Quant à l'exode des ruraux, s'il est incontestable qu'il a contribué à la décroissance de la population dans de trop nombreux départements « par suite de l'attraction qu'exercent les grands centres », ainsi que le constate le rapport de M. le ministre de l'intérieur sur le recensement de 1906, il n'est que faiblement une cause de dépopulation nationale. Certes, je reconnais que la natalité des centres d'immigration, loin de s'accroître diminue dans les mêmes proportions que celle des centres d'émigration d'où est dirigé l'exode et l'exemple des départements dépeupleurs, pyrénéens et sous-pyrénéens envahissant Bordeaux (en diminution de 4,691 h.) et la Gironde (en faible augmentation de 2,794 h.) le prouve pour ce qui regarde le Sud-Ouest. Mais ni l'exode, ni la mortalité infantile, ni l'alcoolisme, ni la syphilis, ni la tuberculose ne sont des plaies particulières à la France et il n'est pas juste de les accuser de notre décadence numérique. Ces plaies sévissent ailleurs; el-

(1) *Le Malthusianisme en France et les moyens de le restreindre*, Revue (ancienne Revue des Revues), 1<sup>er</sup> décembre 1904.

Comme il était de 1,216,296 en 1901 et de 1,051,907 en 1896, notre gouvernement triomphe. Triomphe facile: la loi du 26 juin 1889 a imposé la qualité de français à des catégories d'étrangers qui, autrefois, résidaient en France, parfois depuis plusieurs générations, sans supporter la charge du service militaire, mais qui, devenus Français, ont été remplacés par d'autres qui ont augmenté la population des Alpes-Maritimes, où on enrouve 93,554, des Ardennes, des Bouches-du-Rhône, de Meurthe-et-Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, de la Seine, du Var, etc.

Ce sont des choses qu'on ne dit pas assez, surtout dans les milieux économiques et coloniaux. Vulgarisées elles rendraient peut-être moins critique fiscalement la situation de ceux qui, osant se créer une famille, s'imposent de lourdes charges pour l'élever et font des soldats pour la défense et la sauvegarde de ceux qui n'ayant pas d'enfants se moquent de ceux qui ont le courage d'en avoir.

Administration, Impression, Diffusion.

# Dépêche

JOURNAL QUOTIDIEN

di TROUILLET  
ultatif des Colonies

FAITS DIVERS  
ournal

Rédaction et Administration, 1<sup>er</sup>, rue Saint-Georges

On s'abonne sans frais dans tous les Bureaux de

Des promotions ont été faites, il est vrai, au 14 juillet 1906, mais on n'a tenu aucun compte, pour ces promotions, des droits acquis ni de l'ancienneté des services.

Des agents du cadre auxiliaire, ayant à peine un an ou deux de services, ont été promus dans le cadre permanent, tandis que d'autres ayant trois, quatre, cinq et six années d'ancienneté ont été négligés.

Et il s'est produit ce fait sans précédent que, pour se conformer aux dernières prescriptions ministérielles relatives aux économies à réaliser, on a licencié un grand nombre d'agents du cadre auxiliaire ayant plusieurs années de services en Indo-Chine, parce qu'ils faisaient partie du cadre auxiliaire, alors que d'autres agents, nommés récemment dans le cadre permanent, mais ayant, dans la colonie, un nombre d'années de services très inférieur, demeurent inamovibles et intangibles parce qu'ils ont réussi à entrer dans le cadre permanent, en violation formelle des dispositions du décret du 18 janvier 1905.

Il y a là une situation absolument intolérable qui mérite toute l'attention du gouvernement métropolitain comme du gouvernement de la colonie.

Je reviendrai, d'ailleurs, sur cette question dans un prochain article.

GEORGES CHAUDEY.

Le 69<sup>e</sup> diner de la Réunion d'Etudes Algériennes aura lieu sous la présidence de M. le général de Trentinian, retour de Madagascar, le vendredi 22 mars prochain, à sept heures et demie précises, au Palais d'Orsay, quai d'Orsay.

La séance, complètement indépendante du diner, s'ouvrira à neuf heures.

L'ordre du jour comprend :

1<sup>o</sup> Impressions d'Egypte, par M. Colin, député d'Alger ;

2<sup>o</sup> Communication sur les Pêcheries de l'Afrique Occidentale, au double point de vue de l'industrie privée et de l'expansion coloniale, par M. Jean de Vilmorin.

## A LA GUYANE

L'industrie aurifère, la seule qui existe à la Guyane, sur laquelle, par conséquent, repose la prospérité de la colonie, est, depuis quelque temps, dans le marasme. Elle souffre d'un mal profond, causé par le maraudage et qui pourrait — si l'on n'y prend garde — dégénérer en une crise mortelle pour

bre des consommateurs. Le commerce périclité donc aussi.

L'administration se rend si bien compte de la gravité de la situation que, autant pour plaire à la majorité du Conseil général que pour empêcher le fléchissement des recettes sur l'or, elle a fait voter par l'assemblée locale un certain nombre de dispositions absolument contraires à l'esprit de la nouvelle législation minière et annulant d'avance ses effets.

Le plus grand désarroi règne dans l'esprit de la population qui ne sait à quelle législation elle doit se conformer. En effet, le décret de 1881 qui réglait les droits et les obligations des chercheurs d'or a été abrogé et remplacé par celui de 1906 qui, lui, ne peut être appliqué par suite de l'insuffisance des moyens dont dispose l'administration. C'est l'anarchie.

P. D'H.

## Comité de l'Asie Française

Le Comité de l'Asie Française a offert, ainsi que nous l'avions annoncé, un déjeuner au commandant de Lacoste, de retour de sa mission en Perse et au Pamir.

Assistaient à ce déjeuner :

MM. le capitaine Ingénieur, le prince Roland Bonaparte, Benoit-Oriol, H. Barrère, Ed. Chavannes, Henri Cordier, Cambefort, comte H. de Castries, colonel Chaband, J. Chailley, comte du Chaylard, baron de Contenson, Combarieu, lieutenant Collet, Dubail, Eug. Etienne, le docteur M. de Fleury, Franklin.

MM. de Guichen, H. Herbet, R. Kann, de Lacoste, Ch. Lallemant, Paul Loubet, R.-G. Levy, comte de Labry, de la Martinière, P. de Margerie, de Mandat-Grancey, Charles Michel, J. de Nettancourt, Ed. Perrier, Henry Poulet, René Pinon, lieutenant Peralda.

MM. le lieutenant-colonel Roulet, Rouleaux du Gaye, E. Sénart, général Silvestre, Ch. de Saint-Seine, A. Salles, F. Schlumberger, comte de Terres, Roger Trousselle, capitaine Teissier, Ph. de Vilmorin, Jean de Vilmorin, Ernest Vincent, Vimont.

Au dessert, M. Sénart, président du Comité, souhaite la bienvenue au commandant de Lacoste, de retour de son intéressant voyage, et lui donne la parole.

Le commandant remercie le Comité de son si aimable accueil et de la sympathie qu'il n'a cessé de lui témoigner. Il donne le compte rendu sommaire de son voyage : de Téhéran à Méched, 900 kilomètres avec un seul arrêt à Nischapur, afin d'y visiter de fort intéressantes mines de turquoises. Askabad-Taschkent, où réside le gouverneur russe qui devait donner au commandant l'autorisation de traverser le Pamir, Kokan, Andijan. Dans toute cette région se trouvent d'importants gisements de pétrole, Osch, où le commandant forme sa caravane. Les autorités russes lui choisirent ses caravaniers le mieux possible, mais ce mieux n'était pas encore bien brillant et le voyageur eut souvent à se plaindre de ses caravaniers, qui étaient fort peu recommandables.

Départ le 27 juin. Karakoul, le commandant y essaie de pêcher dans le lac, mais il n'y a aucun poisson. Raikoul et son lac dans lequel, il trouve des crevettes microscopiques, dont il a rapporté quelques spécimens à soumettre au Muséum.

Pamirski Poste. Bien que ce poste ne se trouve qu'à 3,650 m. (!) d'altitude, c'est un séjour peu agréable, il est assailli par de véritables tourmentes de neige extrêmement pénibles. Le commandant remonte la rivière, puis la vallée du Sankol. Mais là, impossible d'aller plus loin. Les

M. le général de Trentinian, retour de Madagascar, le vendredi 22 mars prochain, à sept heures et demie précises, au Palais d'Orsay, quai d'Orsay.

La séance, complètement indépendante du dîner, s'ouvrira à neuf heures.

L'ordre du jour comprend :

1<sup>o</sup> Impressions d'Egypte, par M. Colin, député d'Alger ;

2<sup>o</sup> Communication sur les Pêcheries de l'Afrique Occidentale, au double point de vue de l'industrie privée et de l'expansion coloniale, par M. Jean de Vilmorin.

## A LA GUYANE

L'industrie aurifère, la seule qui existe à la Guyane, sur laquelle, par conséquent, repose la prospérité de la colonie, est, depuis quelque temps, dans le marasme. Elle souffre d'un mal profond, causé par le maraudage et qui pourrait — si l'on n'y prend garde — dégénérer en une crise mortelle pour le pays.

Franklin. MM. de Guichen, H. Herbet, R. Kann, de Lacoste, Ch. Lallemand, Paul Loubet, R.-G. Lévy, comte de Labry, de la Martinière, P. de Margerie, de Mandat-Grancey, Charles Michel, J. de Nettancourt, Ed. Perrier, Henry Poulet, René Pinon, lieutenant Peralda.

MM. le lieutenant-colonel Roulet, Roulleaux du Gaye, E. Sénart, général Silvestre, Ch. de Saint-Seine, A. Salles, F. Schlumberger, comte de Terres, Roger Tréusselle, capitaine Teissier, Ph. de Vilmorin, Jean de Vilmorin, Ernest Vincent, Vimont.

Au dessert, M. Sénart, président du Comité, souhaite la bienvenue au commandant de Lacoste, de retour de son intéressant voyage, et lui donne la parole.

Le commandant remercie le Comité de son si aimable accueil et de la sympathie qu'il n'a cessé de lui témoigner. Il donne le compte rendu sommaire de son voyage : de Téhéran à Méched, 900 kilomètres avec un seul arrêt à Nischapur, afin d'y visiter de fort intéressantes mines de turquoises. Askabad-Taschkent, où réside le gouverneur russe qui devait donner au commandant l'autorisation de traverser le Pamir, Kokan, Andijan. Dans toute cette région se trouvent d'importants gisements de pétrole, Osch, où le commandant forme sa caravane. Les autorités russes lui choisirent ses caravaniers le mieux possible, mais ce mieux n'était pas encore bien brillant et le voyageur eut souvent à se plaindre de ses caravaniers, qui étaient fort peu recommandables.

Départ le 27 juin. Karakoul, le commandant y essaie de pêcher dans le lac, mais il n'y a aucun poisson. Raukoul et son lac dans lequel, il trouve des crevettes microscopiques, dont il a rapporté quelques spécimens à soumettre au Muséum.

Pamirski Poste. Bien que ce poste ne se trouve qu'à 3,650 m. (!) d'altitude, c'est un séjour peu agréable, il est assailli par de véritables tourmentes de neige extrêmement pénibles. Le commandant remonte la rivière, puis la vallée du Sankol. Mais là, impossible d'aller plus loin. Les caravaniers s'y refusent absolument et quelques malheureux indigènes lui démontrent l'impossibilité matérielle de continuer. Obligé de revenir sur ses pas, le commandant remonte du Nord vers Taschkurgan et Yarkent. Entre ces deux villes, le trajet de cinq à six jours de durée est extrêmement difficile et très dur.

Le 7 août, le commandant parvient à Yarkent, qui ne se trouve plus qu'à 1,000 m. d'altitude, il y a un changement de température très pénible. En ce point, il doit former une nouvelle caravane, mais bien qu'il y soit aidé avec beaucoup de complaisance par les autorités hindoues, il en arrive à regretter les caravaniers recrutés à Osch.

Départ le 15 août vers Kargahk, Shahidulla; plusieurs cols sont à plus de 5,000 m.; heureusement qu'il faisait très beau temps, car sinon le passage eût été impossible. Cols du Karakorum; plusieurs sont extrêmement difficiles. Le commandant eut à subir des tourmentes de neige. Il perdit plusieurs animaux de sa caravane, sur des glaciers, dont les pentes étaient à 45°.

Ladak. Nous voici chez les Tibétains, qui sont, d'après le voyageur, essentiellement différents, à tous les points de vue, de tous les autres peuples de l'Asie. C'est le pays de la polyandrie. Le commandant y visite de nombreuses et très importantes lamazeries.

Sunagar. Il y est l'hôte du colonel Lowenstein, le vainqueur de Lhassa. Sunagar est une ville intéressante qu'on a surnommée la « Venise des Indes ».

A partir de ce point recommence pour quelque temps un voyage très facile. Rawal, Pindi, Lahore, Quetta, Kélat, village intéressant par sa situation très pittoresque et par le burg où réside l'émir, et qui rappelle les burgs des bords du Rhin, mais village, pas plus, et non pas ville, ainsi qu'il figure sur nos cartes (3,000 habitants au maximum). En chemin de fer jusqu'à Nuslik, le chemin de fer actuellement ne se prolonge pas plus loin et le commandant ne croit pas qu'il sera prolongé, du moins avant longtemps.

Là recommencent les difficultés pour constituer une caravane. On ne trouve au Belutchistan, ni chameaux, ni chevaux. Et cependant pour cette caravane des chameaux étaient indispensables. Enfin le commandant peut la constituer.

Depuis le 3 novembre à travers un désert de pierres noires, et longeant la base de montagnes volcaniques, noires également. Aucune oasis, aucun vilage, quelques points d'eau.

Merui notamment, et quelle eau ! Pour la première fois de sa vie, le commandant qui a habité l'Indo-Chine au moment du choléra, est obligé de faire distiller son eau; à Merui, un officier anglais venait de mourir en quelques heures.

Kobat, poste créé par les Anglais pour surveiller l'Afghanistan; deux cents hommes

tion  
colo  
tour  
Q  
fern  
n'es  
blic  
péc  
en  
des  
ten  
I  
occ  
vic  
ar  
co  
tre  
eff  
fec  
pu  
et  
c'e  
ce  
nu  
be  
la  
tin  
qu  
se  
l'O  
se  
to  
de  
p  
b  
a  
m  
c  
g  
s  
t  
de  
tifs  
sa  
colon  
jour  
de ces  
de l'administration centrale à Tunis. Dépôt de cahiers des charges, d'avis d'adjudications, de concessions ou travaux intéressants la Tunisie, publicité à leur donner. Réponses orales ou écrites à toutes demandes reçues. Enquêtes détaillées à envoyer à la direction de l'agriculture pour les affaires présentant un intérêt spécial. Collaboration permanente aux publications périodiques de ce service (Bulletin et Feuille de renseignements) en vue d'en accroître le champ d'action et l'effet utile.

L'Office s'occupe tout particulièrement de la colonisation et de la vente des terres aux émigrants. A ce titre il se charge de donner la publicité nécessaire aux arrêtés du directeur de l'agriculture sur la mise en vente des périmètres de colonisation, de la réception des demandes et de la préparation des dossiers des candidats. Rien ne lui échappe :

Enquêtes, conférences, correspondances relatives à l'extension de l'immigration rurale et ouvrière, relations avec les Comités d'immigration, publicité gratuite pour la vente des propriétés